139 rue de Bercy 75012 Paris – BERCY Vauban 0060 Sud1 - 01 53 18 41 47 ou 60 14 ou 60 36
14solidairesfinancespubliques.servicescentraux@dgfip.finances.gouv.fr - https://sections.solidairesfinancespubliques.info/b38/

Paris le 07/10/25

Comité Social d'Administration de Service Central de Réseau
Réunion du 07-10-2025

Déclaration liminaire

Madame la présidente,

Le 29 septembre 2025 aurait dû se tenir le Comité Social d'Administration de réseau (CSAR). Nos camarades du national ont boycotté cette instance. Nous soutenons pleinement leur action et leurs revendications en cette période d'incertitude et de disette budgétaire où les salariés et les fonctionnaires sont une fois de plus les premiers à payer le prix fort.

Depuis la rentrée de septembre, plusieurs journées de grève ont déjà mobilisé de nombreux salariés, fonctionnaires et retraités. Par ces actions, ils ont manifesté leur mécontentement, et leur colère. Tout cela dans le cadre d'un malaise sociétal profond, dont le dysfonctionnement de nos institutions démocratiques n'est pas le signe le moins inquiétant.

Dans cette ambiance plus que morose, les services centraux de la DGFIP ne font pas exceptions à la règle. Le mécontentement, et le sentiment de perte de repères sont prégnants. L'observatoire interne 2025 qui nous a été présenté fin septembre illustre cette triste tendance.

Un mois après la rentrée de septembre, nous souhaitons revenir sur les modalités d'organisation de la réunion d'accueil des nouveaux agents organisée le 3 septembre 2025 à Bercy. En effet, il est inacceptable que les représentants du personnel n'aient pas été invités à y participer, ni même simplement informés de la date de la réunion.
A l'heure où l'on nous vante la qualité du dialogue social, il n'est pas admissible que les organisations syndicales soient *persona non gratta* dans ce genre de manifestation en Services Centraux. C'est d'autant plus inacceptable que les Services Centraux devraient donner l'exemple. Cela illustre tristement l'adage, *« Fais ce que je dis, mais ne fais pas ce que je fais !* ».

Pour Solidaires Finances Publiques, cette mise à l'écart des représentants du personnel envoie un signal très négatif aux nouveaux arrivants. Elle constitue, de surcroît, une discrimination, tant à l'égard des représentants du personnel que des agents de la DG qui ne bénéficient manifestement pas des mêmes droits que leurs homologues du réseau.
Ce sujet nous tient particulièrement à cœur et nous mettrons tout en œuvre pour être de nouveau pleinement acteurs lors de cette réunion d'accueil.

S’agissant des points inscrits à l’ordre du jour de ce CSA, Solidaires Finances Publiques souhaite aborder la situation de la DTNUM. Ainsi, il y a plus d’un an, au sein de cette instance, nous avons débattu et recherché des solutions à la crise profonde que traversait cette Délégation.
Aujourd’hui, si la situation semble apaisée depuis l’arrivée du nouveau délégué, Solidaires Finances Publiques reste et demeura toujours vigilant sur l’évolution de la situation, notamment dans le contexte de la refonte de l’équipe d’encadrement.

Concernant le point relatif à la situation à la DIE, le malaise profond et la dégradation des conditions de vie au travail qui nous sont remontés nécessitent la mise en place très rapide de mesures telles qu’un plan d’action, une médiation, et de tout autre moyen de nature à restaurer dans cette Direction de bonnes conditions de vie au travail.

De même, pour ce qui concerne le point dont nous avons demandé l’inscription à l’ordre du jour relatif à l'organisation des bureaux BSI1, DP1 (DPRH) et DP7, ce type de situation où des rumeurs de réorganisation circulent ne devrait pas exister. En effet, si une réorganisation est envisagée, les représentants du personnel doivent être informés suffisamment en amont et les agents concernés doivent être informés et consultés.
Solidaires Finances Publiques ne souhaite pas qu’on rejoue le « scénario du XYLO », soit la présentation du projet de déménagement de plus de 300 agents noyée dans une fiche intitulée « Point immobilier » au beau milieu des projets de travaux immobiliers au CIP de Noisiel et sur la dalle de Bercy.
Solidaires Finances Publique demande à l’administration d’être pleinement transparente sur ce type de projets qui impactent lourdement les conditions de vie au travail des agents.

Au-delà de points inscrits à l’ordre du jour et dans l’actualité récente, nous avons été surpris par la fermeture de l’intranet « Ulysse cadres » le 1er octobre 2025. Cet espace était une mine d’informations pour les agents de catégorie A et en particulier pour les inspecteurs passant les sélections A+ et les concours.
Solidaires Finances Publiques souhaite connaître les motivations de cette fermeture et espère que l’intégralité des rubriques de Ulysse Cadre a bien été reprise dans l’espace manager d’Ulysse. A titre d’exemple, les rapports d’audit de la Mission Risques et Audit (MRA) ont-ils été repris ?

Nous interviendrons au fil des débats sur l’ensemble des sujets inscrits à l’ordre du jour et nous vous remercions, Madame la Présidente, ainsi que votre équipe, pour la préparation de cette instance et pour la documentation fournie.

---===oooOOOOooo===---